

ÉDITO

Prigozhine – la fin des ambiguïtés ?

Par **Olga Belot-Schetinina**



Olga Belot-Schetinina est associée senior chez ESL & Network. Diplômée de MGIMO (Russie), elle a commencé sa carrière chez Lucent Technologies CIS, puis a rejoint Motorola, jusqu'en 2002, exerçant différentes fonctions commerciales et financières dans la région EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique). Olga Belot a rejoint le groupe ESL & Network en 2004 après un MBA à HEC Paris.

Deux semaines après la mutinerie improvisée d'Evgueni Prigozhine, les experts des quatre coins du globe ont essayé d'analyser ce qui s'est passé le 24 juin dernier, d'évaluer les conséquences et d'anticiper la suite des événements. Ces discussions et analyses ne sont pas près de s'arrêter, non seulement parce que chaque jour amène des éléments supplémentaires, plus saugrenus les uns que les autres, mais surtout parce qu'il s'agit d'un événement tout à fait extraordinaire à de nombreux égards, qui semble désormais s'immiscer dans le grand jeu des forces en présence autour de la guerre en Ukraine. Le nom de Prigozhine est en effet désormais cité dans tous les scénarios d'évolution de la situation militaire et politique dudit conflit. Ses actions auraient même un impact sur les décisions du prochain sommet de l'OTAN qui se tiendra les 11 et 12 juillet prochains. Il est dès lors intéressant de comprendre comment nous en sommes arrivés là.

Longtemps soupçonnés par les enquêteurs de tout genre, mais niés en bloc officiellement par les autorités russes, les liens entre l'Etat et le Groupe Wagner ont récemment été mis en évidence et confirmés par le Président russe en personne. Grâce à ces révélations, aux perquisitions réalisées au siège et dans les différents bureaux du groupe Wagner et du Groupe Concorde de Prigozhine, ainsi qu'au travail méticuleux des militants de droits de l'Homme russes, on sait désormais quels moyens matériels et non-matériels ont été mis à la disposition de Prigozhine pour faire vivre ce projet si particulier: la PMC Wagner.

Même si la plupart des données tangibles révélées concernent l'activité de Wagner pendant la guerre en Ukraine, et beaucoup moins son activité en Afrique, les archives saisies et les témoignages qui affluent de la part des anciens employés de Prigozhine lèvent le voile sur cet empire secret.

Pour donner quelques chiffres, selon Prigozhine, environ 50 000 prisonniers ont été recrutés de façon accélérée depuis le mois de mai 2022 dans les prisons russes, sans aucune contrainte de la part des administrations des prisons, contre des décrets de grâce signés par le Président russe. Même si ce dernier l'a avoué lors d'une rencontre avec des journalistes militaires russes récemment, certains de ces décrets poseraient apparemment problème, car ne seraient pas consultables ou authentiques, ce qui pourrait être utilisé contre les membres de Wagner libérés par ce moyen. Ceux-ci courraient donc le risque d'être renvoyés en prison.

Un trillion de roubles a été dépensé par le budget russe depuis 10 ans, et environ 276 milliards cette dernière année (selon les chiffres donnés par le Président Poutine lui-même), dont 80 milliards pour les contrats de «catering» conclus entre le ministère de la Défense russe et le Groupe Concorde de Prigozhine.

Des documents saisis témoignent de l'utilisation de dizaines de sociétés – des coquilles vides – pour organiser le détournement de l'argent des commandes de l'Etat. Ainsi, d'immenses quantités de liquide sont transportées par camion grâce à des montages financiers frauduleux, qui permettent la sortie d'équipements militaires des registres de l'armée russe au profit du PMC. Mais ce n'est pas tout, ces détournements servent aussi à financer l'acquisition de biens immobiliers de très grande valeur (dont l'hôtel particulier saisi dans le quartier résidentiel prestigieux de Saint-Petersbourg dénommé «Versailles du Nord») tout autant que celle de faux passeports pour Prigozhine.

Tout indique un traitement unique et «privilegié» de la part des services d'Etat qui, curieusement

et contre toute attente, continue après l'échec de la mutinerie.

Les conditions du deal passé entre Prigozhine et les autorités russes, soit-disant par l'intermédiaire du Président Loukachenko, sont opaques. D'un côté, l'on assiste, dans les faits, au démantèlement de l'empire économique et militaire de Prigozhine. De l'autre, ce dernier continue à profiter de la liberté, notamment de déplacement, et de certaines concessions. Ainsi, il aurait assisté il y a quelques jours à «des discussions à Moscou». En outre, les montants saisis en liquide de 10 milliards de roubles lui ont été restitués, très certainement dans le cadre de l'accord scellé, pour d'éventuelles dépenses dévolues à ses hommes en Biélorussie.

A ce sujet, combien de mercenaires ont suivi leur chef? Une partie des hommes de Wagner a été priée de rejoindre l'armée régulière. Rappelons que le ministère de la Défense russe a lui aussi, depuis le mois de février dernier, sa propre unité constituée d'ex-détenus, l'unité Storm Z. Elle aurait recruté environ 10 000 hommes pour le seul mois d'avril.

Selon des sources anonymes, plus de 40% des hommes de Wagner auraient refusé d'aller en Biélorussie. Un noyau dur de 1000 hommes environ se serait constitué autour du chef de guerre mythique et réel fondateur de Wagner, Dmitry Outkine (pseudonyme «Wagner»). Les services du FSB les auraient identifiés, et les menaceraient de la confiscation de tous leurs biens en Russie. D'ailleurs, le destin des autres chefs clés de Wagner, réunis dans le «Conseil des commandants» (l'organe décisionnel du groupe), reste flou.

Le 28 juin, l'avion-cargo du ministère de la Défense russe (un AN-124 surnommé Ruslan) capable de transporter des avions et des équipements militaires lourds ainsi que jusqu'à 880 militaires, aurait embarqué l'avion de chasse SU, basé à l'aéroport d'Ouganda, qui était auparavant sous contrôle de Wagner. Ruslan, sous sanctions américaines, a déjà effectué au moins 2 vols vers Minsk depuis la mutinerie.

Que prépare Prigozhine? Devenu trop visible et demeurant un actif trop précieux dans tous les sens du terme, il n'aurait pas dit son dernier mot, mais devra payer pour la mutinerie en s'acquittant de conditions que seuls quelques initiés connaissent.

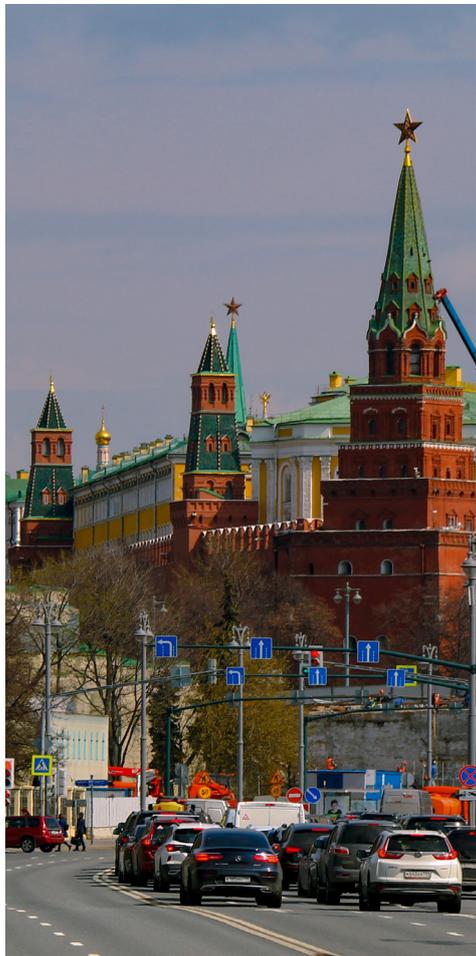
Les spéculations vont bon train, mais les mots clés décrivant le scénario le plus probable sont l'utilisation de Prigozhine pour créer des tensions à la frontière de la Biélorussie et des pays baltes, l'ouverture d'un deuxième front ainsi que des risques liés aux armes nucléaires situées en Biélorussie.

Les actions de Prigozhine ont eu pour effet l'aggravation de la situation sécuritaire aux frontières de l'Europe. Les charges nucléaires ne seraient maintenant qu'à une centaine de kilomètres de l'Europe, avec une petite armée privée et très entraînée à proximité immédiate, et comparable en nombre avec les forces spéciales américaines déployées dans les pays baltes.

Enfin, des sources anonymes en Biélorussie signalent la précarité des installations du campement des «Wagners», ce qui indiquerait qu'elles ne sont que très temporaires, et peut donc laisser présager des actions imminentes.

Prigozhine aurait donc encore des cartouches à utiliser, au sens propre comme au sens figuré. Reste à savoir où et quand il va frapper ●

Tous les chiffres et données cités dans cet article proviennent de sources ouvertes



REGARD D'EXPERT

Les évolutions de la situation chinoise et ses conséquences pour les autres pays d'Asie du Sud Est

Interview de M. Paul Robine



Paul Robine est le fondateur et le CEO de la société d'investissements pan-asiatique TR Capital. Diplômé d'un Master de l'EDHEC Business School, il a d'abord fondé et été PDG du groupe Link en Asie. Au sein de TR Capital, il est depuis 2007 en charge de l'activité d'investissement de l'entreprise et est responsable de l'orientation stratégique et de toutes les décisions d'investissement et de désinvestissement prises par l'entreprise. Paul Robine siège actuellement au conseil d'administration d'un certain nombre d'entreprises dans lesquelles TR Capital a investi.

L'ADIT a reçu à Paris le 16 Juin Paul Robine, Président-fondateur de TR Capital, société d'investissements créée en 2007 à Hong-Kong. TR Capital est le leader pan-asiatique des investissements en private equity dans le compartiment de marché dit du «secondaire». Regroupant 35 personnes établies dans 5 bureaux en Asie (Hong-Kong, Bombay, Shanghai, Shenzhen et Singapour), TR Capital gère des fonds d'un montant total de 1.5 milliards de dollars américains. TR Capital investit dans 3 secteurs: la technologie, la santé, et les biens de consommation. Paul Robine sera de nouveau de passage à Paris à l'automne et le groupe ADIT proposera à ses clients de participer à une table ronde autour de lui sur les enjeux de la Chine et du Sud-Est asiatique.

1. Une question qui brûle les lèvres: comment voyez-vous l'accroissement de la conflictualité entre les Etats-Unis et la Chine? Les capitaux américains viennent-ils moins en Chine ou sont-ils moins «souhaités»?

D'abord, il s'agit d'une confrontation assez classique, entre deux puissances: l'une, les Etats-Unis, numéro 1 mondial qui ne veut pas être dépassé; l'autre, la Chine, qui aspire au leadership. Cette confrontation est là pour durer.

Trois points de tension ont d'ailleurs été observés depuis le début de l'année. Le premier à l'occasion de l'affaire dite du ballon chinois au-dessus du territoire américain, que les Etats-Unis ont finalement abattu. Le second tient à une information relayée par les médias occidentaux, selon laquelle la Chine vendrait des drones à la Russie. Le troisième est lié aux commentaires de l'ambassadeur américain en Chine, Nicholas Burns, qui a déclaré que les Etats-Unis étaient et demeureraient la puissance dominante en Asie et que la Chine devrait vivre avec. A court terme, avec les élections aux Etats-Unis, la rhétorique antichinoise augmentera certainement dans les mois qui viennent.

Au-delà de ces points de tensions, la réalité constatée sur le terrain est bien différente de celle relatée par les médias. Quelques chiffres l'attestent: en 2020, avant le COVID, le montant des exportations chinoises vers les Etats-Unis était de USD 30 milliards par mois, il est aujourd'hui de 50 milliards par mois. De plus, Apple, en 2022, a

vendu 2 fois plus d'Iphone en Chine qu'aux Etats-Unis. Enfin, General Motors a vendu en 2022 2,5 fois plus de véhicules en Chine qu'aux Etats-Unis/Canada et Mexique cumulés.

C'est dire que s'il faut parler de deglobalization, il ne faut pas se méprendre. Cette deglobalization existe en termes de flux financiers, mais pas en termes industriels.

Les chefs d'entreprises américains l'ont mieux compris que les hommes politiques : depuis le début de l'année, Tim Cooke (Apple) s'est rendu en Chine, Elon Musk y était pour Tesla début juin, tout comme Jamie Dimon, patron de la plus grosse banque américaine. Le message est clair : « la Chine reste une priorité et nous, les groupes industriels, nous continuons d'y investir ».

En revanche, le contraste est saisissant au niveau des flux financiers. Les grands acteurs américains et européens peinent à lever de l'argent auprès des fonds de pension américains pour investir en Chine (Carlyle, KKR, PAG, TPG etc.). La nature, et le monde financier en particulier, ayant horreur du vide, on observe que beaucoup d'investisseurs de l'ASEAN et du Golfe persique (ADIA, Mubadala...) augmentent leurs positions en Chine, comblant ainsi l'espace laissé par les investisseurs américains.

2. Vous qui investissez dans toute l'Asie du Sud Est: quelles sont les conséquences des évolutions de la situation chinoise (croissance potentielle moins élevée car pays développé/ tensions avec les Etats-Unis etc.) sur les autres pays? On parle souvent de stratégie China+. Qu'en est-il du Vietnam? Qu'en est-il de l'Inde?

L'Inde est sans doute l'un des gagnants du conflit Etats-Unis/Chine. Nous y investissons depuis 2008 et nous nous y développons. Outre notre équipe de 7 personnes basées depuis 8 ans à Bombay, nous ouvrirons le mois prochain un nouveau bureau à Delhi.

L'un de nos grands thèmes d'investissement est la digitalisation de l'économie, domaine dans lequel il est plus qu'intéressant de considérer l'Inde. Il y a en effet plus de 600 millions de Smartphone en Inde avec une population qui s'enrichit chaque année et qui achète des biens de consommation via mobile. L'Inde possède des entreprises très novatrices dans le numérique, comme Flipkart (« l'Amazon » indien) ou Lenskart qui vend des lunettes et verres de contact à plus d'un milliard d'Indiens (nous avons investi dans les 2 sociétés).

Plus largement, si l'on adopte une focale macroéconomique, les chiffres sont clairs. Alors que la Chine a fait, en termes de développement, un très grand saut quantique en 20 ans, ce n'est pas le cas de l'Inde. Le PIB par habitant de l'Inde est le quart de celui de la Chine. Cela ne signifie pas que la progression sera linéaire, ni qu'elle est inéluctable. Cela signifie que les marges de progression de l'Inde sont phénoménales.

Le Vietnam est à l'évidence un pays en pleine accélération économique. Sa croissance moyenne depuis 10 ans tangente les 10% par an. Sa population (100 millions d'habitants) est jeune, dynamique, formée, déjà très digitalisée. C'est aussi un pays qui avait bénéficié d'effets de report depuis la Chine bien avant le Covid, et qui devrait pleinement bénéficier de la tension sino-américaine.

Singapour, enfin, a les atouts que l'on connaît, et qui ne se démentent pas : une grande stabilité politique et un fort dynamisme économique. Nous y croyons beaucoup et c'est la raison pour laquelle nous y avons ouvert un bureau en 2022.

3. La Chine a connu une phase de développement assez unique dans l'histoire depuis 20 ans. Comme entrepreneur, comme financeur d'entrepreneurs, voyez-vous les raisons qui sont à l'origine de cette expansion? Parmi elles: l'esprit d'entreprise, le développement de l'innovation, la volonté de la population chinoise de s'enrichir?

Vous avez raison de souligner l'ampleur du développement chinois depuis 20 ans, que personne ou presque n'avait anticipé. Ce sont 600 millions de personnes qui sont sorties officiellement du seuil de pauvreté. Voit-on les facteurs de succès de la Chine se tarir? Si l'on met de côté les relations internationales et si l'on se concentre sur ce qui se passe en Chine, la réponse est non! Cela étant dit, il faut, plus qu'auparavant, être vigilant à la manière et où l'on investit.

La Chine continue de promouvoir l'esprit d'entreprise. Elle veut des entrepreneurs. Elle veut également un tissu de PME innovantes. Sur ce dernier point d'ailleurs, il est intéressant, et nécessaire, de s'arrêter sur l'action que les pouvoirs publics chinois ont menée contre les géants de la technologie. Cette action, si l'on songe à Alibaba, cas très médiatisé, a été très critiquée en Occident. De même que l'action très puissante menée contre les sociétés d'éducation online. Pourtant, si tout n'est évidemment pas parfait, il y a quelques paradoxes en Europe et aux Etats-Unis à s'attaquer aux

GAFAM en utilisant le droit de la concurrence, et en même temps à faire grief aux autorités chinoises de faire finalement la même chose.

Et pour ce qui concerne l'éducation en ligne, il est clair que la Chine ne souhaite pas que le système éducatif tombe dans certains travers de marchandisation dont l'on voit par ailleurs beaucoup les excès aux Etats-Unis. Si tout est question de mesure, peut-être ne faut-il pas lui donner entièrement tort.

4. Où en est l'économie chinoise aujourd'hui? L'innovation, clé du développement, reste-t-elle soutenue?

L'économie chinoise présente un caractère contrasté.

Au plan macroéconomique, la reprise que l'on attendait pour le premier semestre 2023 tarde à se manifester. Le ralentissement de l'économie est réel, la consommation – hormis le luxe au premier trimestre 2023 – est molle, le chômage des jeunes atteint un niveau record (20%). Il faut ajouter à cela un marché immobilier au ralenti et un vieillissement de la population qui demeure bien réel.

Si l'on reste sur le plan macroéconomique, il faudrait aussi savoir comparer la Chine aux autres grandes zones. La zone euro, avec près de 100% de dette publique rapportée au PIB, et les Etats-Unis avec 125% de dette publique rapportée au PIB, ont moins de marge de manœuvre que la Chine dont la dette n'est « que » de 47% du PIB. Sur le plan monétaire, l'affirmation du renminbi est à venir. C'est dire qu'en termes de *policy mix*, la Chine dispose de réelles marges.

Surtout, sur le plan microéconomique, l'innovation, qui est la clé du développement, reste forte. Shenzhen, où nous sommes présents, est sans doute l'un, si ce n'est le lieu le plus innovant de la planète aujourd'hui, dépassant la Silicon Valley californienne. Des universités chinoises sortent tous les ans 4,5 millions d'ingénieurs : c'est près de 10 fois plus qu'aux Etats-Unis. Si l'on prend des secteurs comme la santé (oncologie), l'industrie (automobile électrique, conduite sans conducteur), ou l'intelligence artificielle, la Chine est à la pointe de l'innovation et va le rester. Elle en a tous les moyens ●



REGARD D'EXPERT

Peut-on parler d'une réconciliation entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite?

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

La visite qu'a effectuée le secrétaire d'Etat américain à Riyad, au cours de laquelle il a rencontré le prince héritier saoudien et a participé à une réunion du CCEAG, avait un objectif clair : rassurer les alliés de Washington dans le Golfe sur la pérennité de son engagement à leur côté.

En réalité, l'administration Biden est préoccupée par la multiplication des gestes de distanciation de Riyad à l'égard de son « protecteur » traditionnel : rétablissement des relations diplomatiques avec l'Iran, réintégration de la Syrie de Bachar el Assad lors du sommet de la Ligue Arabe à Djeddah, réduction de la production pétrolière saoudienne, adhésion à l'Organisation de Coopération de Shanghai, et rapprochement en cours avec les BRICS.

Washington souhaite naturellement préserver l'intérêt des entreprises américaines sur le juteux marché saoudien, et faire passer le message que les dernières initiatives diplomatiques de Riyad donnent l'impression aux Etats-Unis que l'Arabie Saoudite joue un peu trop la carte chinoise. Les négociations en cours entre l'Arabie et la Chine sur le paiement en Yuan d'une partie des importations chinoises de brut saoudien sont notamment perçues à Washington comme un signal inquiétant.

C'est la raison pour laquelle M. Blinken est venu faire le point avec les autorités saoudiennes sur la relation bilatérale, afin de trouver un nouvel « understanding » sur une série de sujets : la sécurité, le pétrole, les contrats, et les questions régionales : Soudan, Yémen, Syrie, Liban, Iran...

Du côté saoudien, il est clair que MBS a le sentiment qu'il a réussi, par ses initiatives diplomatiques, à jouer un rôle important sur la scène internationale, mais aussi à rééquilibrer la relation entre les deux pays en faisant comprendre que désormais, il entendait avoir une relation « transactionnelle » avec les Etats-Unis.

Il est en effet de notoriété publique que les Américains font pression sur le royaume pour qu'il rejoigne les accords d'Abraham en reconnaissant

l'Etat d'Israël. Une telle décision - outre son impact international — pourrait naturellement être exploitée par Biden dans la perspective de la prochaine élection présidentielle aux Etats-Unis.

La réponse saoudienne est prudente pour deux raisons :

- La politique répressive actuelle du gouvernement Netanyahu à l'égard des Palestiniens n'incite guère Riyad à faire le geste demandé
- Les Saoudiens sont conscients qu'ils disposent là d'une carte majeure vis-à-vis tant d'Israël que des Etats-Unis, et ils n'ont pas l'intention de gâcher leur joker.

Il est donc probable que Riyad exige en retour des garanties en matière de livraisons d'équipements militaires, un assouplissement des conditions américaines pour le développement du programme nucléaire saoudien, et bien sûr un geste israélien sur la question palestinienne, permettant de parvenir à une solution acceptable. Le roi Salman n'entend en effet pas « vendre la Palestine », selon l'expression consacrée.

Naturellement, les Saoudiens sont parfaitement conscients qu'ils dépendent encore largement des Etats-Unis en matière de sécurité, et ils attendent par ailleurs de voir si Téhéran et Damas « délivrent » sur leurs engagements en échange des ouvertures faites par Riyad à leur égard, ce qui reste à voir. Il s'agit en particulier de trouver une solution honorable à la guerre au Yémen et de mettre un terme au trafic de Captagon en provenance de Syrie.

Il n'y a pas eu d'annonce précise faite à l'issue de la visite de M. Blinken à Riyad, mais la volonté des deux parties de normaliser leurs relations est évidente. Il reste à savoir jusqu'où l'administration Biden est prête à aller pour améliorer ses rapports avec l'Arabie, mais aussi ce que Téhéran et Damas sont disposés concrètement à faire pour attirer les fonds saoudiens chez eux, ce qui est leur principal objectif.

L'Arabie Saoudite entend, elle, dialoguer avec tout le monde, alliés et adversaires d'hier, mais elle jugera ses partenaires aux actes, et agira en conséquence ●



REGARD D'EXPERTE

Émeutes et réseaux sociaux : une sortie du réel ?

Par **Pauline Cabanas**



Diplômée du Master Management de la communication du CELSA et d'un master en droit public communautaire et européen, Pauline s'est spécialisée dans la communication corporate dans un cabinet de conseil expert en reporting intégré et RSE. Passionnée par les problématiques d'influence, les relations publiques et les raisonnements bien ficelés, Pauline rejoint Antidox en 2021 en tant que Consultante.

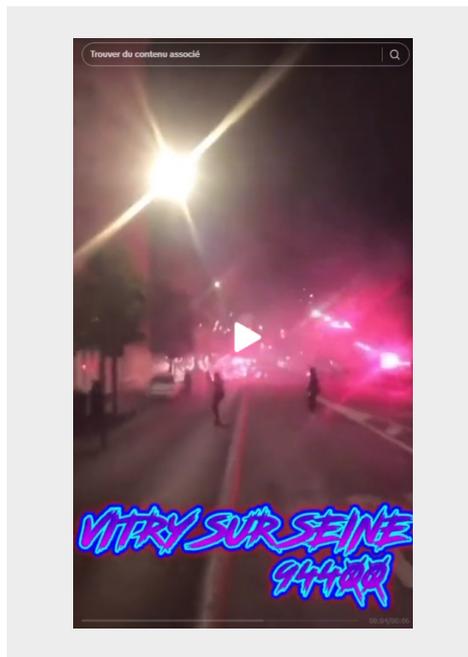
Dans le cadre des émeutes qui se sont déroulées ces derniers jours, après la mort de Nahel tué par un policier le 27 juin, les réseaux sociaux sont une nouvelle fois au cœur des débats publics. En quoi et pourquoi, sont-ils considérés comme amplificateur des violences urbaines ? Que se joue-t-il vraiment dans les vidéos diffusées sur les plateformes ?

Mimétisme et partage massif en temps réel

Les réseaux sociaux ont-ils vraiment été une caisse de résonance durant ces émeutes ?

Deux effets notables permettent de l'affirmer. Le premier effet engendré par le partage massif des vidéos de violence, est celui du mimétisme. Une sorte de surenchère et de défi que ces vidéos ont suscité, poussant les jeunes impliqués dans les émeutes à réaliser un acte plus impressionnant que le précédent relayé, ou a minima de reproduire ce qui a pu se faire par d'autres.

Si le contenu des vidéos publiées sur les violences commises est assez diversifié, beaucoup se recourent. Elles sont filmées par des personnes témoins ou actives dans les exactions. Elles présentent alternativement un contenu de témoignage simple filmant les pillages, les voitures béliers qui enfoncent les portes de centres commerciaux etc. ou adoptent une tonalité humoristique, décalée ajoutant le plus souvent un commentaire ironique ou amusé par rapport aux images. Snapchat ou TikTok permettent en outre d'intégrer des étiquettes mentionnant le lieu des exactions sur les images de la vidéo, illustrant tantôt une certaine fierté, tantôt une posture de témoin d'une situation locale :



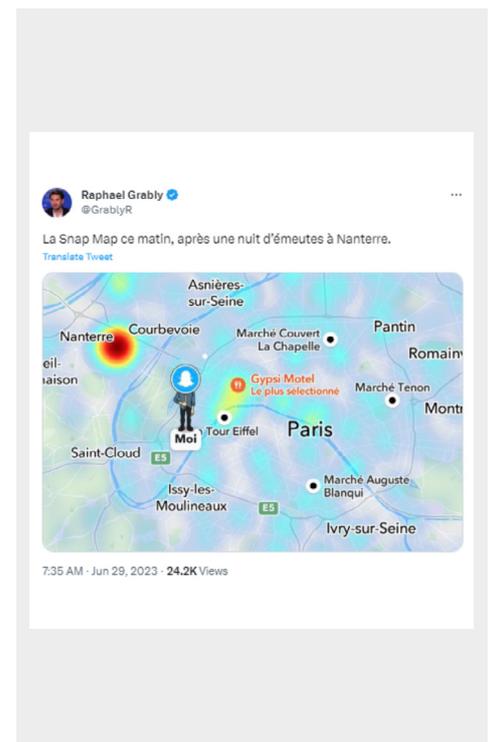
L'autre effet, indubitablement accéléré par la mécanique des réseaux sociaux, est celui de la coordination des jeunes sur les actions violentes. Cette coordination s'opérait déjà même lorsqu'ils n'existaient pas : en 2005, les appels téléphoniques ont suffi pour permettre aux jeunes de se synchroniser. La différence majeure soutenue par l'utilisation des plateformes se situe dans la diffusion ou le partage d'informations en temps réel et à un nombre très important de personnes en simultané.

Les vidéos ont alors été principalement diffusées en masse sur Snapchat, TikTok, Twitter et dans des groupes privés sur Telegram. Sur Snapchat, les jeunes ont pu diffuser leurs vidéos à une audience restreinte, celle de leurs abonnés. Beaucoup de vidéos ont ensuite été envoyées puis diffusées à un nombre beaucoup plus important de personnes. Cela a été en particulier permis par des chaînes Telegram qui agrègent ce type de contenus (« C pas des lol », « la Rue en 4K » ou encore « Que la rue infos »). Ces chaînes rassemblent des centaines voire des milliers de personnes et ont donc permis de les diffuser à un public large. L'autre mode de publication, réalisée directement sur TikTok ou Twitter, a permis une diffusion instantanée à des audiences très larges.

Une particularité de la plateforme Snapchat a facilité le repérage des lieux où se situaient les émeutes : la « snap map » qui indique en temps réel les points chauds et les zones géographiques réunissant la plus grande densité de personnes diffusant des stories publiques :

Les hashtags les plus populaires répertoriés à cette occasion ont également favorisé la diffusion des vidéos. En cherchant les mots clés #émeutes, #Nahel, #Nanterre, #police, #guerrecivile, on pouvait trouver très aisément, instantanément, et en masse tous les contenus en référence aux violences en cours.

Au-delà de ces interactions entre les jeunes responsables et/ou témoins de ces troubles, la diffusion en continu de vidéos, d'articles, de reportages, par les comptes d'informations sur les réseaux sociaux, les journalistes, activistes ou personnalités politiques crée aussi pour l'opinion publique plus largement une forme de tunnel et de boucle sur ce sujet. Elle contraint à voir et revoir les images des émeutes, la vidéo du contrôle de police etc. Même



sans prendre part aux actions, le citoyen lambda est questionné, et subit d'une certaine manière une injonction à réfléchir à son positionnement : pour ou contre les violences, défenseur de la présomption d'innocence, en soutien ou pas au policier et à la cagnotte ouverte, à la famille du jeune Nahel etc. Le risque étant de voir se polariser encore davantage les points de vue forcément divergents des citoyens sur les causes et les conséquences de cet évènement tragique.

Réponses institutionnelles

Le Vendredi 30 juin, Gérald Darmanin et Jean-Noël Barrot ont rassemblé les représentants de Meta, Snapchat, Twitter et TikTok afin de demander aux plateformes « de s'engager activement pour retirer les messages signalés et identifier les réseaux qui participent à la commission d'infractions, et de répondre promptement aux réquisitions des autorités administratives et judiciaires ».

Emmanuel Macron s'est quant à lui exprimé sur la question en ces termes le même jour : « Les plateformes et les réseaux sociaux jouent un rôle considérable dans les mouvements des derniers jours. Nous avons vu sur plusieurs d'entre elles, Snapchat, TikTok et plusieurs autres, à la fois l'organisation de rassemblements violents se faire mais aussi une forme de mimétisme de la violence, ce qui, chez les plus jeunes, conduit à une forme de sortie du réel et on a le sentiment que certains d'entre eux vivent dans la rue les jeux vidéo qui les ont intoxiqués ».

Il s'est également exprimé devant les 200 maires réunis ce mardi 4 juillet à l'Élysée en indiquant : « Nous avons besoin d'avoir une réflexion sur les réseaux sociaux, sur les interdictions qu'on doit mettre. Et quand les choses s'emballent, il faut peut-être se mettre en situation de les réguler ou de les couper. »

Trois idées clés ressortent de ces interventions : celle de lever l'anonymat des personnes incitant aux violences, à la haine, au désordre, celle de supprimer plus rapidement les contenus illégaux et sensibles, voire, plus radicalement, celle de bloquer complètement certains réseaux sociaux lorsque cela s'avérerait nécessaire.

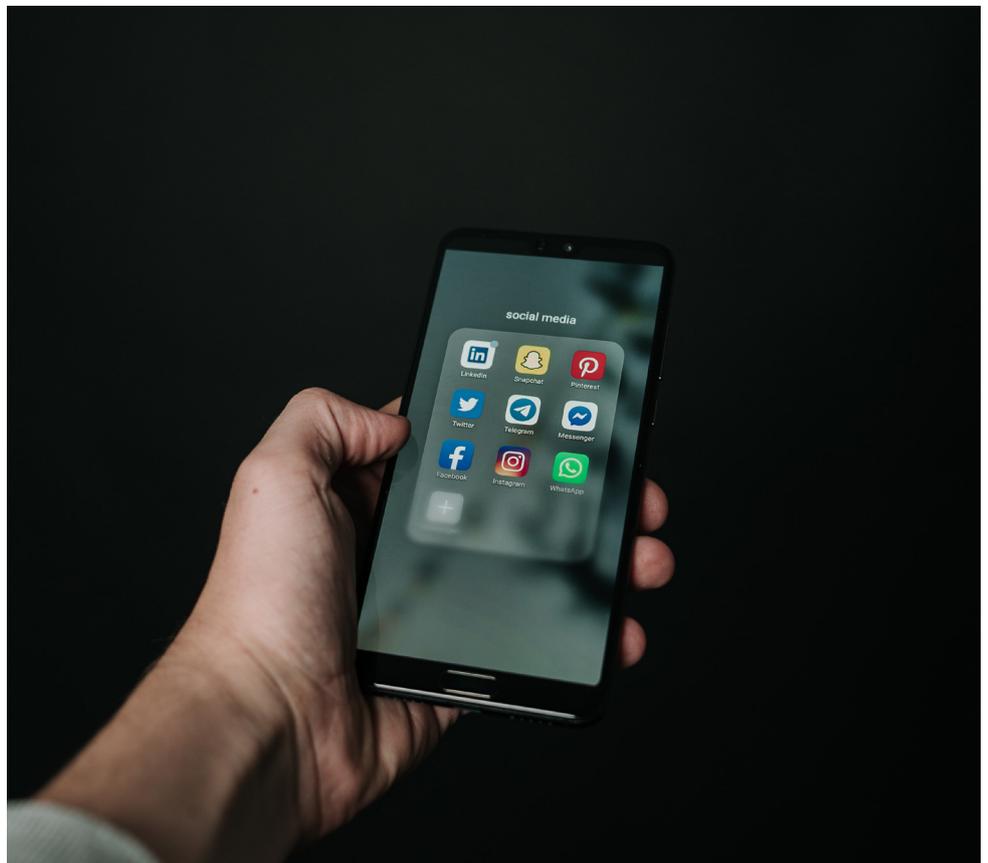
La levée de l'anonymat est complexe et prend souvent beaucoup de temps car elle s'inscrit dans le temps de la justice, requérant une demande auprès de l'autorité judiciaire, puis une transmission par les plateformes de l'adresse IP de l'utilisa-

teur, et enfin, l'appariement entre une adresse IP et l'identité civile qui se rattache au pseudonyme visé. Supprimer rapidement des contenus illégaux ou sensibles a fait l'objet d'une proposition dans la loi Avia de 2020, et a été jugée incompatible avec la liberté d'expression par le Conseil constitutionnel car disproportionnée et ne permettant pas l'intervention d'un juge pour qualifier ou apprécier ces contenus en ligne. Enfin, bloquer complètement les réseaux sociaux a été jusqu'à maintenant l'apanage de régimes autoritaires, notamment l'Iran en 2022 après la mort de Mahsa Amini, la Turquie en 2014 à la suite de fuites sur Twitter de conversations impliquant Recep Tayyip Erdogan (1er Ministre à l'époque) dans une affaire de corruption, ou la Chine qui bannit les réseaux sociaux depuis 2009. Un blocage total n'est pas souhaitable, puisque couper la possibilité d'exprimer ses idées ou ses convictions de manière arbitraire, est une atteinte à la liberté d'expression.

Des évolutions devraient s'opérer dans l'année qui arrive avec l'entrée en vigueur le 25 août prochain du Digital Services Act au sein de l'Union

européenne. Dans un délai d'un an, il obligera les plateformes à supprimer les contenus qui enfreignent la loi et à suspendre les utilisateurs qui publient ces contenus illégaux. Elles devront pour y parvenir se doter des moyens techniques et humains pour modérer plus rapidement et efficacement les publications et être plus transparentes sur leurs algorithmes de recommandation. En cas de non-respect, la Commission européenne, qui opérera les contrôles sur les plateformes, pourra leur infliger des amendes pouvant atteindre jusqu'à 6% de leur chiffre d'affaires.

Les réseaux sociaux n'opèrent pas une sortie du réel, ils l'amplifient, avec tous les effets pervers et positifs que cela peut engendrer. Opposer le réel à ce qui se meut et se présente sur les réseaux sociaux laisse supposer l'existence d'une réalité parallèle et autonome – une bulle sociale et de comportements nés d'abord sur ces plateformes - dont nous serions tous dépossédés, alors même que la réponse se trouve très certainement dans une responsabilisation individuelle et collective ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.